

Echo d'Iran n° 12

mercredi 9 mars 2011, par [KHABAZ Behrouz](#), [Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran \(SSTI\)](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2011).

Sommaire

- [Grève des ouvriers de la \(...\)](#)
- [Les travailleurs des raffineries](#)
- [Message de solidarité des](#)
- [Journée d'étude sur le syndicalisme](#)
- [Le discours de M.Behrouz \(...\)](#)
- [Communiqués et messages \(...\)](#)
- [La suppression des subventions](#)
- [Prisonniers politiques en](#)
- [Caisse de solidarité](#)
- [Une action de protestation](#)

Grève des ouvriers de la plus grande usine d'Iran

Les ouvriers d'Iran Khodro, la plus grande usine d'Iran avec plus de 15000 travailleurs, sont en grève depuis hier soir.

Iran KHodro, 26 Janvier 2011, Téhéran, Iran

Cette grève a eu lieu après qu'un véhicule de l'usine ait heurté un groupe d'ouvriers qui attendaient leurs bus de service pour rentrer chez eux à minuit. Six d'entre eux sont morts sur place. Le nombre des victimes de cet accident se porte maintenant à 12. Six autres ouvriers ont perdu leur vie à l'hôpital suite aux blessures et d'autres sont dans un état grave. Malgré le fait qu'hier était férié en Iran, la direction de l'usine a obligé les ouvriers de faire des heures supplémentaires. Cet événement a soulevé la colère des ouvriers qui ont entamé un sit in à l'intérieur de l'usine. Leur principale revendication est de créer leur syndicat indépendant. La plupart des ouvriers sont restés à l'intérieur de l'usine réclamer leurs droits après leur travail et tout a été sous leur contrôle.

Les ouvriers ont, dans les premières heures de leur mouvement de grève, fermé toutes les routes qui mènent à l'usine. Il faut noter que ces

routes sont les routes les plus importantes autour de Téhéran et étant données l'importance de cette usine, leur action pourrait s'étendre à d'autres usines de la banlieue de Téhéran. La police anti-émeute alors immédiatement a barré toutes les voies qui maintenant sont interdites à la circulation.

Les travailleurs des raffineries d'Abadan en grève

Les travailleurs d'une plus grande raffinerie d'Iran sont en grève depuis lundi dernier 14 février 2011 jour où les mouvements d'opposition et les comités étudiants avaient appelé à une journée nationale de protestations pour exprimer leur solidarité avec les révoltes populaire en Tunisie et Égypte et du Moyen-Orient.

La raffinerie de pétrole d'Abadan est la plus grande raffinerie en Iran. Les grévistes ont annoncé qu'ils n'ont pas été payés par l'entrepreneur et nouveau patron engagé par le gouvernement pour compléter l'expansion de la capacité de la raffinerie pour produire de l'essence destinée à consommation intérieure du pays.

Depuis les six derniers mois, date où est entrée la nouvelle direction, les salaires des travailleurs de ces raffineries n'ont pas été payés par le nouveau patron, nommé par le gouvernement de la présidence Ahmadinejad.

Les efforts visant à élargir les capacités industrielles de la raffinerie de pétrole d'Abadan ont été initiés par le gouvernement iranien alors que de sévères sanctions de l'ONU ont empêché selon lui l'Iran d'importer de l'essence pour sa consommation intérieure, si on ne peut pas nier l'influence de ces sanctions, cela illustre surtout très bien comment la corruption du régime paupérise et précarise des millions d'Iraniens, alors qu'on sait pourtant que L'Iran est au quatrième rang des producteurs mondiaux de pétrole.

Ces pénuries sont surtout dues au fait de l'accaparement d'une part énorme de l'économie, qui

est pillée par les pasdarans et les clans ultra conservateurs proches de Khamenei, et Ahmadinejad qui se remplissent les poches sur le dos du peuple, et qui font que paradoxe total, l'Iran manque aujourd'hui de capacité et d'infrastructures industrielles modernes de raffinage de pétrole pour produire de l'essence pour la consommation intérieure.

Une énorme contradiction de plus qui illustre la politique économique désastreuse du pays, et de comment la corruption généralisée des clans les plus corrompus du régime et des Gardiens de la révolution et du corps d'armée des Pasdarans s'est accaparés de plus de 70 pour cent des secteurs économique de l'énergie et de l'agro alimentaire du pays.

L'agrandissement du centre d'Abadan avait été lancé en trois phases. Les deux premières phases du projet ont été achevées. Toutefois, la troisième phase s'est heurtée à des difficultés considérables et font que cette troisième phase n'est pas encore achevée.

Au cours d'une réunion de prière le 4, Février 2011 le « guide suprême » iranien l'ayatollah Khamenei avait pourtant annoncé « *je me suis basé sur les rapports que j'ai reçu, pour vous dire que le pays sera complètement autonome dans la production d'essence en février 2011.* »

Malgré ces effets d'annonce La dernière phase d'expansion pour l'installation finale de la raffinerie d'Abadan est toujours au point mort et les ouvriers n'ont pas reçus leurs salaires depuis 6 mois. Depuis ces déclarations les grévistes n'ont aucun recours pour récupérer leurs salaires impayés. Pour seule réponse le gouvernement iranien a annoncé que le versement des salaires des travailleurs était de la responsabilité de l'entrepreneur et non du sien, une esquive de plus du patronnat iranien qui depuis des années se gave largement grâce a ces non dits du régime.

Contacté par le site Rooz Online, un porte-parole des ouvriers gouvernement a déclaré :

« *La compagnie pétrolière ne nous a versé aucun paiement au cours de l'année 2010* ».

Si nous n'avons pas pu payer les ouvrier de la totalité de leurs salaires, c'est pour mieux répondre aux revendications des ouvriers

ensuite, le ensuite étant très vague comme on put s'en apercevoir à leur dépens les ouvriers de la raffinerie d'Abadan.

La seule réponse de la direction à ce désir légitime d'égalité de traitements dans les salaires entre ouvrier a été de répondre « que cela n'avait rien à voir dans la manière de salarier nos travailleurs » quelle est cette manière mystère les salariés en grève n'en sauront pas plus.

Si ce n'est que la direction se défaisse en déclarant aux ouvriers que la responsabilité de ces impayés n'est pas du ressort de la direction de la raffinerie, mais celle de l'entreprise sous traitante qui les emploie.

Le parlement iranien n'a bien sûr pas fait de demandes officielles d'enquêtes concernant les raisons du retard de ce projet. Industriel, il continue cependant de s'autocongratuler sur son « *magnifique projet d'autosuffisance pour la distribution des carburants pour l'année 2011* »

Message de solidarité des syndicats des travailleurs iraniens aux travailleurs français

Les syndicats ouvriers iraniens, tout en soutenant totalement votre glorieux mouvement de protestation, déclarent à voix haute : « Vous criez le mal commun de tous les travailleurs du monde ».

Attaquer les acquis des travailleurs, sous prétexte de la mondialisation, est inscrit dans le programme de la plupart des Etats capitalistes et n'a d'autres conséquences que la pauvreté, la misère et le chômage pour les travailleurs.

Votre victoire dans cette bataille sera la victoire de tous travailleurs du monde. Nous sommes à vos côtés dans cette lutte. L'Etat français fait avancer son programme vers plus de mondialisation et la sortie de crise contre vos acquis concernant vos droits à la retraite si chèrement acquis.

Comme vous le savez, durant ces dernières années, les travailleurs syndiqués en Iran sont privés des droits élémentaires reconnus universellement aux travailleurs et nombre d'entre eux sont toujours emprisonnés, licenciés ou traînés d'un procès à l'autre.

Nous considérons vos luttes et vos victoires comme les nôtres. Nous savons que la seule voie de délivrance des travailleurs dans leur lutte contre toutes ces injustices réside dans l'union et la solidarité internationale des travailleurs. Encore une fois nous exprimons notre solidarité avec votre puissant mouvement de grèves et de protestations et vous souhaitons la victoire dans ce combat unitaire que vous menez. En espérant le développement de la paix, justice et liberté partout dans le monde.

Le Syndicat de Travailleurs du Transport de la Régie du transport de Téhéran et sa banlieue (Sherkat-é-Vahéd),

Le Syndicat des travailleurs de la Sucrierie de Haft-Tappeh,

Le Syndicat des Travailleurs de La Métallurgie et Mécanique

Octobre 2010
Iran

Traduit par :
Solidarité avec les travailleurs en Iran, Paris

Journée d'étude sur le syndicalisme en Iran

L'espace Europe/ International du syndicat CGT a organisé le vendredi 10 septembre, dans ses locaux à Paris, une journée d'étude sur le syndicalisme et le mouvement ouvrier en Iran.

L'objectif était d'élaborer ensemble (militants iraniens investis dans des organisations syndicales et militants CGT souhaitant ou étant déjà impliqués dans les relations avec les syndicats iraniens) :

De quelle solidarité les syndicats indépendants ont besoin et comment pouvons nous répondre à leurs attentes ?

Pour cela la journée a été divisée en deux parties :

La première partie nous a permis d'avoir une meilleure connaissance :

- Du contexte politique, économique et social dans lequel évolue le syndicalisme en Iran.
- De la création et du rôle joué par les organisations « officielles de travailleurs »
- De la situation faite aux syndicalismes indépendants.

La deuxième partie, à partir d'un échange de nos pratiques de solidarité dans nos différentes organisations, nous avons tenté de définir les stratégies les plus efficaces pour soutenir et aider au développement du syndicalisme indépendant.

Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran et plusieurs associations de solidarité avec les travailleurs iraniens à l'étranger, venus d'Europe et Canada, ont participé à cette journée

Le discours de M.Behrouz KHABAZ

Discours de M. Behrouz KHABAZ, syndicaliste iranien exilé et demandeur de statut réfugié politique, adressé à la « journée d'étude sur le syndicalisme en Iran » organisé par la CGT à Paris

Chers Amis, tous les amis combattants de classe !

Depuis son accession au pouvoir, le régime capitaliste d'Iran n'a cessé de s'opposer aux ouvriers et aux classes laborieuses. Il a commencé ses attaques dès son arrivée au pouvoir contre toutes les organisations ouvrières indépendantes que ce soit les conseils autonomes, les syndicats ou les représentants réels des travailleurs et des partis politiques. Ces attaques incessantes ont atteint une grande envergure ces dernières années.

En Iran, les ouvriers sont privés des droits économiques, sociaux, politiques et culturels les plus élémentaires. Parfois, le paiement de leurs salaires est retardé de cinq ans. Plus de 80% des salariés sont des ouvriers contractuels (CDD) et surtout dans les petits ateliers, ils sont obligés de signer les documents vierges dit « blanc ». Les usines ferment les unes après les autres, les licenciements et les expulsions continuent et le taux de chômage dépasse 30%.

Les salaires mensuels sont de l'ordre de 220 euros qui ne suffisent même pas pour couvrir 30% de leurs dépenses quotidiennes. Ils sont obligés de chercher un deuxième voire un troisième travail aussi mal payés. Cette situation offre une énorme source des travailleurs bon marché aux capitalistes en Iran.

Ces dernières années, les formes de lutte des travailleurs ont évolué qualitativement et quantitativement. Le nombre des rassemblements de contestations a augmenté et chaque jour, nous sommes les témoins de grèves et de contestations ouvrières. Leurs formes sont diverses et les travailleurs essaient de mener leur lutte à l'extérieur des lieux du travail. Mais, ces luttes ne bénéficient pas de l'unité d'action et se déroulent de façon dispersée.

Les ouvriers manquent de conscience de classe. A ceci s'ajoute la répression omniprésente à l'intérieur comme à l'extérieur des lieux de travail. L'interdiction des organisations ouvrières indépendantes les empêche de prendre des initiatives concrètes dans le but d'aller vers leur unité organisationnelle.

Cependant les activistes du mouvement ouvrier ont accentué leurs efforts afin de mener une vie digne et de s'organiser. A la fin de la décennie 1990, ils ont préparé l'avenir en organisant les réunions autour de justes revendications et en tissant des liens avec leurs camarades de classe et en organisant la célébration du premier mai. Le premier mai a une place particulière chez les ouvriers iraniens et malgré les interdictions et l'environnement hostile et la répression, les travailleurs iraniens célèbrent cette fête du travail et haussent la voix pour faire entendre leurs revendications et leurs demandes.

Après vingt ans de célébration clandestine aux domiciles des travailleurs ou dans la nature, pour la première fois, sous la pression générale des travailleurs, une célébration publique a été organisée en 1999 avec l'aval de la « Maison du Travail » (l'institution gouvernementale). Les travailleurs ont pu crier leur colère et leurs revendications, malgré la censure et les mesures interdisant de lancer les slogans authentiques du mouvement ouvrier.

Ces cérémonies ont eu lieu jusqu'en 2007 dans lesquelles les travailleurs, par leurs initiatives, ont brisé les murs de la répression pour faire valoir leurs inquiétudes. Parmi ces activités, on peut citer la célébration du premier mai en 2009 au Parc Laleh (Tulipe) à Téhéran où dix groupes et organismes ouvriers ont participé activement à son organisation. Une autre expérience était l'appel unitaire à un rassemblement par le Conseil organisateur du premier mai qui a eu beaucoup de l'écho dans la société.

Dans la décennie qui se termine, deux organisations de travailleurs ont été créés : « le

Syndicat des Travailleurs du Transport de Téhéran (Vahed) » et « le Syndicat de la Sucrierie Haft-Tapeh ». Ils bénéficient largement du soutien des travailleurs, mais en raison des attaques du régime capitaliste iranien, ils ne sont pas en mesure de tisser un lien étroit avec leurs membres et leurs militants sont chassés par le service de renseignements.

Actuellement, tous les membres de la direction du Syndicat Haft-Tapeh sont envoyés devant les tribunaux et trois membres de la direction du « Syndicat Vahed » : Mrs Mansour Ossalou, Ebrahim Madadi et Reza Shahabi sont emprisonnés.

Dans les années 2000, des comités d'activistes ouvriers ont été créés. Ils ont pu faire valoir les revendications ouvrières et les faire entendre dans le milieu ouvrier à travers le monde. Ces activistes se trouvent en première ligne face aux attaques du régime iranien en raison de leurs activités visibles.

Actuellement, Bahman Ebrahim-Zadeh, membre du « Comité pour la Création des Organisations Libres Ouvrières » est en prison depuis plus de deux mois, et on est sans nouvelles de lui. Les autres membres de ce comité et ceux du Comité pour la Défense des Travailleurs et Alliance Libre de travailleurs ont subi le même sort.

Le « Comité de Coordination pour le Soutien de la Création des Organisations Ouvrières » a donné une importante tribu de victimes à la répression. La police et les services des renseignements ont manigancé deux tentatives d'attentat contre deux membres dudit comité. Salehi, symbole de la résistance et du courage subit toujours des pressions atroces malgré les problèmes de santé dû à sa situation précaire dans la prison où il a « séjourné » un an.

Lors de cette décennie, les travailleurs ont perdu leurs illusions envers le régime capitaliste d'Iran. L'évolution des formes de lutte et de mobilisation ainsi que les slogans et surtout le contact direct avec les travailleurs montrent ce changement. En raison des effets de la répression et des arrestations, les ouvriers et leurs représentants ont perdu leurs utopies vis-à-vis des hommes du pouvoir capitaliste et ils ont pris conscience de leurs ennemis de classe.

Les travailleurs qui attendaient le changement en écrivant aux dirigeants du capitalisme iranien ou en participant aux élections, grâce aux luttes acharnées et aux répressions historiques subies par les travailleurs et leurs représentants, ont compris la dure réalité de l'inimitié des capitalistes envers les travailleurs. Ils ont compris que le concept « Tripartie » est un moyen de chantage et une duperie des capitalistes pour duper les travailleurs dans les institutions juridiques. Nous sommes persuadés que la camaraderie entre ouvriers va prendre une plus grande envergure et évoluera vers la conscience de classe.

Chers Amis travailleurs

Le mouvement ouvrier a eu des hauts et des bas. La révolution de 1979 était une occasion pour la classe ouvrière d'Iran de revivre l'agréable expérience de l'indépendance, mais cette pause historique, accompagnée parfois par de la répression, n'a même pas duré que deux ans. La consolidation du pouvoir actuel a donné le potentiel au régime d'attaquer les acquis ouvriers.

Pendant les deux premières années, grâce à une l'atmosphère quasi démocratique des débuts de la révolution, des milliers conseils des ouvriers ont vu le jour. L'expérience de ces conseils ouvriers est inoubliable pour les ouvriers de ma génération et est pleine de leçons pour ceux de la génération suivante.

A mon avis, contrairement aux informations qui ont circulé dans les milieux ouvriers et à une certaine propagande, la plupart des activistes ouvriers d'Iran reconnaissent les tendances syndicalistes, désirent s'organiser au sein des organisations consulaires et espèrent créer des conseils ouvriers indépendants. Car ils bénéficient de l'expérience des générations passées et cette expérience des conseils ouvriers est historique et durable.

Ils cherchent un organisme de ce type pour profiter de sa structure très démocratique et de la possibilité d'élire ou démettre librement et à tout moment des représentants, de rendre

compte à leur base et d'acquérir un potentiel de défense des intérêts des ouvriers devant le capitalisme.

La plupart des travailleurs d'Iran ont un grand souci d'indépendance pour les organisations qui seront créées dans le futur. Ils craignent que les dirigeants poursuivent la politique d'entente et de collaboration avec le patronat et l'Etat capitaliste. Ils doivent se rappeler les expériences d'ouvriers de l'Europe où les intérêts des travailleurs sont bafoués dans les négociations avec le patronat.

Les dirigeants d'un certain nombre de syndicats ont, en réalité, pris la voie de la collaboration avec le capitalisme. La baisse de nombre d'adhérents de tels syndicats sont témoins de la perte de leurs acquis due à ce type de collaboration. Ceci est très important pour les ouvriers iraniens. La plupart des travailleurs iraniens veulent posséder des organisations qui défendent justement leurs intérêts de classe devant les capitalistes. A leurs yeux, l'organisme qui ne lutte pas contre le capitalisme, appartient au front opposé. L'organisation ouvrière doit traduire la force et la conviction des travailleurs contre le capitalisme.

Les activistes du mouvement indépendant ouvrier en Iran, malgré les attaques de grande envergure contre les acquis ouvriers dans le monde, en s'inspirant des communards de Paris croient à la solidarité internationale des travailleurs et à l'établissement d'un international ouvrier. Malgré les menaces et la répression, la prison, la torture et les exécutions, ils restent toujours fidèles à la cause ouvrière et serrent chaleureusement les mains de leurs camarades de classe.

Moi, à mon tour, je remercie cordialement, la CGT d'avoir organisé ce séminaire en France •

Vive la solidarité internationale des travailleurs contre le capitalisme !

Traduit par « SSTI, Paris »

Communiqués et messages d'AI, de la ITF, de Solidaires, de la CGT, du BWI

Communiqué de presse d'Amnesty International

10 Décembre 2010

Un militant syndicaliste en grève de la faim

Le dirigeant syndicaliste Reza Shahabi est en grève de la faim depuis le 4 décembre pour protester contre sa détention continue. Nous appelons les autorités en Iran à le libérer immédiatement.

Reza Shahabi est le trésorier du syndicat indépendant et non-reconnu Sherkat-e Vahed. Il a été syndicat.

Arrestations de militants syndicaux

Saeed Torabiana depuis été libéré mais il y a six autres membres du Sherkat-e Vahed (Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue) en prison.

Gholamreza Gholamhosseini, Morteza Komsari et Ali Akbar Nazari ont tous été arrêtés début novembre et nous considérons qu'ils sont tous des prisonniers de conscience, arrêtés uniquement sur la base de leurs activités syndicales pacifiques.

Prisonniers de conscience

Mansour Ossalou, le dirigeant du syndicat, et Ebrahim Maddadi, son secrétaire, purgent toujours des peines de prison. Ils doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Merci d'appeler les autorités iraniennes à libérer Reza Shahabi et tous les autres syndicalistes emprisonnés en Iran.

Communiqué de la fédération internationale des syndicats (ITF)

10 Novembre 2010

Iran nouvelle attaque contre les membres du syndicat Vahed

L'ITF la fédération internationale des syndicats a reçu des nouvelles alarmantes d'une nouvelle agression brutale contre des syndicalistes iraniens et celles de nouvelles détentions et arrestations arbitraire de membres du Syndicat Vahed des chauffeurs de bus de Téhéran et de sa banlieue par les forces de police de la sécurité iranienne

Selon les nouvelles reçues par nos camarades de l'ITF l'attaque a eu lieu le mercredi de la semaine dernière dans un café internet de la ville de Karaj.

Saeed Torabian l'un des responsable de la communication du syndicat des travailleurs et chauffeurs de bus de Téhéran et sa banlieue - qui avait déjà été arrêté puis libéré à la suite de protestations internationales - a de nouveau été arrêté avec son camarade Gholamreza Gholamhosseini. Gholamreza Gholamhosseini avait déjà été libéré sous caution de la prison d'Evin il ya deux ans,

après avoir été arrêté alors qu'il allait assister à une manifestation dans le cadre de la journée de la femme.

Mercrèdi 3 novembre 2010 dernier peu de temps après leur arrivée dans le local où se trouvait les camarades iranien six hommes inconnus prétendant être des cambrioleurs sont entrés en criant le local ils ont battus Saeed et Gholamreza puis les ont ensuite traînés et conduits en prison. Après avoir été interrogé, menacé et molesté, Saeed Torabian a été libéré sous caution, l'ITF n'a pas reçu plus de nouvelle de Gholamreza Gholamhosseini - sauf qu'il est toujours en cours de détention.

L'ITF estime que ces arrestations entrent de nouveau dans une campagne visant à briser le syndicat Vahed des chauffeurs de bus de Téhéran et sa banlieue et note qu'une fois de plus de fausses accusations. Des menaces et la violence ont été utilisées pour étouffer la, l'activité syndicale normale et légitime de nos camarades travailleurs iraniens.

Pour l' ITF
Le correspondant de presse,
Sam Dawson

La lettre de protestation du Syndicat SUD aux autorités de la République Islamique d'Iran

Le syndicaliste iranien Reza Shahabi en danger de mort

Reza Shahabi est le trésorier du syndicat Sherkat-e Vahed de la compagnie d'autobus desservant Téhéran et sa banlieue. Ce syndicat indépendant du pouvoir n'est pas reconnu par le régime islamique dont le principal porte-parole est en prison depuis le 9 juin 2010.

Trois jours plus tard, Reza Shahabi a été arrêté à son tour. Il a entamé une grève de la faim le 4 décembre pour obtenir sa libération. Shahabi a été récemment transféré à l'hôpital, et sa vie est actuellement en danger.

Une fois de plus, l'Union syndicale Solidaires exige la libération immédiate de Reza Shahabi et de tous les syndicalistes emprisonnés en Iran.

Il est grand temps que la liberté syndicale soit enfin respectée en Iran •

Paris, le 18 décembre 2010

Pour l'Union syndicale Solidaires
Annick COUPE
Déléguée Générale

Le message de la CGT. Adressée à M. Reza Shahabi syndicaliste emprisonné et gréviste de la faim

Cher camarade Shahabi

Nous avons appris que tu t'es engagé dans une grève de la faim. Tout en comprenant les raisons qui motivent ta démarche et en partageant avec toi les objectifs de ton combat, nous te demandons néanmoins de mettre fin à ta grève de la faim. Le mouvement syndical a besoin de tous ses défenseurs, le syndicalisme iranien a besoin de ta présence et de ton apport au combat commun.

La CGT est solidaire avec toi et tous les militants emprisonnés et nous continuerons à vous soutenir et à informer l'opinion publique française de votre juste lutte•

Pour la CGT
Jean-François Courbe

Appel du BWI international en solidarité aux syndicalistes iraniens

Le Building and Wood Workers' International syndicate s'associe à l'ITF pour la campagne de libération des syndicalistes et chauffeurs bus du syndicat Vahed de Téhéran. Iran : L'IBB le syndicat international du travail du Bois et du Bâtiment soutient pleinement la campagne pour la libération de nos camarades syndicalistes iraniens arrêtés ces dernières semaines

21/2/2011

Un dirigeant syndical Iranien hospitalisé

"L'IBB continuera de rappeler aux autorités de l'Iran que le mouvement syndical veut que les droits des travailleurs soient respectés en Iran." dit Ambet Yuson, secrétaire général de l'IBB. Les mauvais traitements infligés à Mansour Osanloo font partie d'une campagne de l'Iran pour faire taire sa voix. Le leader syndical iranien emprisonné injustement ces quatre dernières années, a été conduit dans un hôpital externe après qu'il eu souffert de douleurs thoraciques ce week-end, douleurs qui pourraient avoir été causées par une crise cardiaque.

En 2007, Mansour Osanloo, maintenant âgé de 50 ans, président du Syndicat Vahed affilié d'ITF (Syndicat des travailleurs de Bus de Téhéran) a été traîné hors d'un bus de Téhéran par des hommes qui plus tard ont été identifiés comme membres des forces de sécurité iraniennes. Trois mois plus tard, il a été condamné à cinq ans de prison sur la base d'accusations d'« agissements contre la sécurité nationale » et « propagande contre l'État » ; en 2010 une année supplémentaire a été ajoutée à sa peine. En réalité, son « crime » a été seulement d'aider à fonder un syndicat authentiquement

démocratique pour
ses collègues chauffeurs de bus.

L'IBB se joint à l'ITF pour demander aux autorités iraniennes de libérer Osanloo et de respecter pleinement les droits des travailleurs iraniens à la représentation syndicale authentique•

Agissez maintenant ! Envoyer un message aux autorités politiques et judiciaires iraniennes et les appeler d'abandonner immédiatement et sans conditions toutes les accusations contre Mansour Ossalou et exigez la libération de tous les prisonniers politiques.

Vous pouvez aussi envoyer un message à l'ambassade ou à la représentation diplomatique de l'Iran dans votre pays..

La suppression des subventions : nouvelle attaque contre les familles ouvrières

M. Fariborz Raisdana, est un éminent économiste iranien. Le 19 Décembre 2010 l'économiste a été arrêté à 2 heures de matin à son domicile à Téhéran. Pourquoi ?

AFP, 20 Décembre 2010 : La plupart des Iraniens ont appris dimanche en se réveillant la forte hausse du prix des produits énergétiques, en particulier l'essence et le gazole, appliquée par le gouvernement dans le cadre d'un plan visant à supprimer les subventions directes.

Pour pallier tout risque de mouvement de protestation populaire, les forces de police anti-émeute ont été dépêchées en surnombre dès hier soir à chaque grande intersection de la capitale afin d'éviter une situation comparable à celle de juin 2007, quand des émeutes avaient éclaté après l'annonce de la mise en place d'un plan de rationnement d'essence.

Samedi soir, le président Mahmoud Ahmadinejad a annoncé lors d'une intervention télévisée la mise en œuvre du plan, qualifié de « chirurgie économique », en soulignant qu'il s'agissait du "plus grand et plus populaire plan économique du pays".

Le gouvernement, qui a préparé l'opinion depuis plusieurs mois, a décidé d'appliquer ce plan pour rendre réels les prix des produits de première nécessité, malgré les mises en garde d'une partie des

conservateurs contre les effets inflationnistes, l'augmentation du chômage et le risque d'éventuels troubles sociaux.

Selon le communiqué officiel, le prix du quota de 60 litres d'essence par mois accordé à chaque automobiliste est passé à minuit de 0,10 dollar le litre à 0,4 dollar, soit une multiplication par quatre. Au-delà de ce quota, les automobilistes devront payer le litre à 0,70 dollar au lieu de 0,40 dollar précédemment, soit une augmentation de 600%. Le prix du gazole est de son côté multiplié par neuf, passant de 0,0165 dollar à 0,150 dollar.

Mais il n'y a pas que l'essence qui soit visée par ce plan. Les prix de l'électricité, de l'eau et du gaz vont, de leur côté, être multipliés par un chiffre allant de trois à cinq, selon un système par palier tenant compte de la consommation des ménages.

Selon les estimations officielles, les subventions gouvernementales sur les produits énergétiques et alimentaires coûteraient chaque année au gouvernement quelque 100 milliards de dollars, mais elles permettraient jusqu'ici à chaque famille iranienne d'économiser 4 000 dollars par an, selon le Fonds monétaire international(FMI). Soit davantage que le revenu moyen d'un Iranien, qui s'élève à 3600 dollars par an.

Le Fonds monétaire international a accueilli favorablement la mise en place de ce plan, comme un moyen de rééquilibrer l'économie iranienne en difficulté. « *Si tout se passe comme prévu par le plan, la stratégie devrait servir le double objectif de générer davantage de revenus pour le pays et de mettre un terme au gaspillage de l'énergie* », avaient déclaré en septembre dernier sur le site du Fonds monétaire international le chef de mission Iran du FMI Dominique Guillaume, ainsi que l'économiste Roman Zytek. Selon l'organisation, la suppression des subventions pourrait générer dès la première année un revenu de 20 milliards de dollars pour le gouvernement iranien, mais elle pourrait également se traduire par une certaine augmentation des prix.

Pour compenser la hausse des prix, le gouvernement envisage reverser une partie des économies attendues sous forme d'aide directe à la population.

Selon les chiffres officiels, quelque 60,5 millions d'Iraniens (sur 74 millions) reçoivent tous les deux mois 890.000 rials (89 dollars) sur leur compte bancaire, ce qui représente 2,5 milliards de dollars par mois pour le budget de l'Etat.

F. Khavand un économiste ultra libéral dit : « *39 \$ par mois vont-ils permettre aux Iraniens de compenser une telle hausse des prix ?* », se

demande l'économiste. *« Surtout quand on sait que lors de son discours télévisé d'hier, le président Ahmadinejad a demandé à la population de ne pas dépenser cet argent mais de l'investir ».*

Il ajoute : *« Officiellement, l'inflation en Iran s'élève aujourd'hui à 10%,. Mais certains experts considèrent qu'elle est en réalité de 20%. Avec la suppression des subventions, on pourrait atteindre les 30%, sans compter que les nombreuses entreprises qui bénéficiaient des subventions sur l'essence, risquent de ne pas pouvoir supporter les nouveaux coûts, et de devoir mettre la clé sous la porte ».*

« En outre, cette réforme ne devrait pas être isolée, mais articulée autour d'autres. Par exemple, celle du dollar, lui aussi subventionné en Iran depuis plusieurs années, afin que le peuple ne ressente pas de hausse des prix sur les produits étrangers importés en Iran. Or un dollar à un taux maintenu artificiellement bas handicape l'Iran pour ses exportations. D'autre part, l'Iran a besoin d'autres réformes politiques et économiques de fond, comme la privatisation de

toujours en majorité à l'État ».

Khavand, politiquement un réformiste et naturellement n'aime pas de tout Ahmadinejad. Il croit que le président iranien pourrait s'attirer les faveurs des élites, qui lui font cruellement défaut aujourd'hui. Et ironie du sort, cette idée ne viendrait en réalité pas de lui, qui y était même tout d'abord farouchement opposé. Il ajoute :

« L'idée de la réforme des subventions vient des technocrates réformateurs lors du 3^e plan quinquennal (2000 à 2004) de la présidence du Réformateur Mohammad Khatami, révèle l'économiste. Mais celui-ci n'a jamais eu le courage de le mettre en œuvre, notamment en raison de la farouche opposition à l'époque du Guide suprême et des ultraconservateurs. Aujourd'hui, Ahmadinejad, qui a éliminé ces technocrates de la politique iranienne, et qui se considère lui-même comme l'ennemi numéro un du libéralisme dans le monde, adopte une réforme des plus libérales qui soit ».

Le principal quotidien économique *Donaye Eghtessad*, farouchement néo-libéral qui soutien

la fraction dit « reformiste » du régime, a salué dimanche ces mesures, dans un éditorial intitulé « Libération de la drogue protectionniste » :
"Nous devons abandonner 50 années d'habitude" , où nous *»dépens(ions) les avoirs du pays pour maintenir les prix artificiellement bas"*, écrit-il. Nous y voila la convergence absolue de gentils réformistes et méchants conservateurs.

Par contre, Fariborz Raïsdana un économiste de tendance de gauche iranien la veille a expliqué à la Radiob *BBC persian* que le plan gouvernemental pénaliserait uniquement le peuple :

"Ce chemin qu'a emprunté le gouvernement Ahmadinejad n'aura pas de conséquence positive pour la croissance économique. Il n'aura pas de conséquence positive pour le bien-être du peuple(...) Mais cette politique aidera par contre le gouvernement".

"Parce qu'il veut uniquement développer quelques segments des secteurs d'investissement privé et public lui appartenant, comme aujourd'hui l'industrie militaire, ou par le passé les investissements relatifs au Clergé. Il souhaite que ce soit ceux-là qui sortent vainqueurs".

"Les conséquences de cette politique à long terme vont à l'encontre du peuple. Mais le gouvernement dispose d'outils pour lutter contre le mécontentement. Quels sont-ils ?

Actuellement 40 000 toumans(40 dollars) sont versés à chaque individu. Demain, ils vous menaceront de ne plus vous verser cette somme. Demain, si vous ne vous rendez plus aux urnes, ils cesseront de vous payer(...)"

Vous comprenez maintenant pourquoi un économiste peut se trouver en prison en Iran.

Qu'ils se proclament « démocratique » ou « islamiste », que ce soit en Occident ou au Moyen-Orient, les Etats en place sont avant tout des Etats bourgeois, c'est à dire des instruments d'oppression entre les mains de la classe capitaliste contre les travailleurs.

Et partout dans le monde, n'importe quel

travailleur salarié peut constater une même politique de la part de « son » gouvernement, les attaques contre le niveau de vie des travailleuses et des travailleurs. C'est la balance de pouvoir qui détermine les moyens

Prisonniers politiques en danger imminent

Montée sans précédente de nombre d'exécution

Terroriser la population, seul moyen pour le régime à sortir de sa crise

Iran : plus de 110 pendaisons depuis le début de cette année

Le chiffre paraît hallucinant. Depuis le début de l'année, plus de 110 personnes ont été pendues en Iran.

La plupart auraient été condamnées pour des trafics de drogues. Mais des organisations soulignent que

plusieurs exécutions au moins ont concerné des militants des droits de l'Homme.

Ces chiffres sont mis en lumière par les organisations de la société civile alors même que l'Iran vient d'annoncer la suspension de l'exécution de Sakineh Mohammadi Ashtiani, condamnée pour adultère.

Selon Amnesty International, les revirements sur le cas de Sakineh auraient permis aux autorités iraniennes de faire diversion sur les cas des militants qui viennent d'être exécutés.

Le 2 mars 2011 la République Islamique d'Iran a condamné Houtan Kian, l'avocat dans l'affaire de la lapidation de Sakineh Mohammadi Astiani, à la mort par pendaison. Il a eu quatre condamnations à mort

consécutives. Trois ont été révoquées, la quatrième a été confirmée. Des rapports crédibles reçus par

le Comité International Contre la Lapidation confirment ce fait.

Houtan Kian a été arrêté en octobre 2010 avec Sajjad Ghaderzadeh, le fils de Sakineh Mohammadi Astiani, et deux journalistes allemands, lors d'une interview. Houtan Kian est menacé d'exécution imminente. De plus, la condamnation à mort de Sakineh Mohammadi Ashtiani a été confirmée. En apprenant cette nouvelle, on rapporte que Sakineh a tenté de se suicider mais a survécu.

Nous sommes horrifiés par ces atroces condamnations à mort et appelons à une action urgente pour stopper leur exécutions et obtenir leurs libérations inconditionnelles. Ils n'ont rien fait de mal. Le seul

crime de Houtan Kian a été de défendre une femme menacée de mort par lapidation. Le seul crime de

Sakineh est d'être une femme dans la République Islamique d'Iran et sous la loi de la Charria.

Seule une forte pression internationale pourra les sauver ainsi que les nombreuses autres personnes qui attendent la mort dans la capitale mondiale des exécutions.

Agissez maintenant ! Envoyer un message de protestation aux autorités politiques et judiciaires iraniennes et demander l'abolition de la peine de mort. Vous pouvez aussi envoyer un message à

Caisse de solidarité

Appel à participer à une caisse de solidarité contre la répression syndicale en Iran Les syndicalistes inculpés et leurs familles ont maintenant besoin de notre soutien !

En Iran la répression est toujours de plus en plus forte. Répondons par la solidarité, qui est un moteur essentiel de la lutte que chaque contribution aidera à faire exister. Une caisse de solidarité vient de se créer et vous pouvez y participer !

Face à la multiplication et accélération des répressions syndicales en Iran par le régime (emprisonnements, licenciements, salaires impayés et également grèves, manifestations, émeutes, occupations et etc.) les familles des militants syndicaux emprisonnés sont les premiers victimes des politiques de régime anti travailleurs de la République Islamique d'Iran. Le pouvoir ne peut répondre que par une répression de plus en plus forte à l'encontre des manifestants ou des militants syndicaux et politiques : provocations, répressions, violences policières, inculpations, procès et condamnations.

Face à cette situation très alarmante il n'est seulement logique mais nos devoirs de ne pas laisser tomber les personnes qui subissent cette répression et ses conséquences. C'est pourquoi, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran s'est mise en place une Caisse de Solidarité pour aider les syndicalistes iraniens emprisonnés et leurs familles en difficultés.

Son fonctionnement s'effectue, sur le modèle des caisses de grève, de façon mutuelle et transparente avec les collectifs qui se sont déjà coltinés les conséquences de la répression en Iran. Il n'est pas question de supplanter les collectifs, mais de leur apporter une aide matérielle et leur permettre ainsi de

consacrer plus de temps à l'organisation d'actions contre la répression.

Un compte spécial « Caisse de Solidarité » vient d'être ouvert sous la responsabilité de l'association SSTI. La SSTI est une association loi 1901 dont le but est de faire écho dans le monde de la lutte de travailleurs en Iran. Ce compte est alimenté par des prélèvements automatiques et des versements occasionnels. Un rapport d'activités et un reçu pour les impôts est envoyé à chaque personne qui en fait la demande.

La répression sera toujours plus forte si la solidarité reste divisée.

La solidarité est un moteur essentiel de la lutte que chaque contribution, aussi petite soit elle, aidera à faire exister.

* Pour le bulletin de souscription, voir :

http://www.iran-echo.com/echo_pdf/echo12.pdf

ou écrire à :

Solidarités Socialiste avec les Travailleurs en Iran

<http://www.iran-echo.com>

Adresse : S.S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris-

E-mail : sstiran yahoo.fr

Une action de protestation devant La Maison de Radio France à Paris

Depuis l'élection truquée de juin 2009, la répression s'est accentuée en Iran et le régime iranien non seulement de continuer les arrestations des manifestants, mais de l'étendre aux militants d'autres mouvements sociaux, et en particulier les syndicalistes du mouvement ouvrier, surtout après adaptation par le parlement islamique les nouvelles réformes anti social et très austères. Ainsi, les harcèlements « habituels » contre ces militants se sont transformés en une répression régulière et leur arrestation est devenue systématique et arbitraires.

Les associations de solidarité avec les travailleurs en Iran, installées dans plusieurs pays européens, aux États-Unis et en Australie ont déjà fortement dénoncé et condamné ces nouvelles vagues de répression et ont organisés des actions de protestation.

Le 4 décembre 2010, à Paris le Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran et quatre d'autres associations ont organisé un rassemblement devant La Maison de Radio France :

- Pour protester contre les arrestations massives des travailleurs en Iran ;
- Pour la libération des travailleurs emprisonnés et tous les prisonniers politiques ;
- Pour soutenir les luttes des travailleurs en Iran contre la politique néo-libérale du régime Islamique ;
- Pour protester contre l'emprisonnement prolongé du militant ouvrier M. SALEHI (en danger de) ;
- Pour condamner la terreur d'Etat Iranien, les arrestations et les exécutions des opposants du régime ;
- Pour attirer l'attention des medias à leurs sorts

Mobilisons-nous pour arrêter la machine de terreur du régime Iranien

P.-S.

* _ Solidarités Socialiste avec les Travailleurs en Iran

Adresse : S.S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris-

E-mail : sstiran yahoo.fr

<http://www.iran-echo.com>